

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

REÇU LE

28 OCT. 2004

16981

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 03/02365	Date du dépôt international (jour/mois/année) 28.07.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 12.08.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB H04N7/15		
Déposant FRANCE TELECOM et al.		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.


2. Ce RAPPORT comprend 4 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

- ☒ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent 4 feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I ☒ Base de l'opinion
- II ☐ Priorité
- III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☒ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 12.02.2004	Date d'achèvement du présent rapport 26.10.2004
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé Schneiderlin, J N° de téléphone +49 89 2399-7400 

PCT/FR 03/02365

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n° PCT/FR 03/02365

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

IV. Absence d'unité de l'invention

1. En réponse à l'invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, le déposant a :

- ☒ limité les revendications.
☐ payé des taxes additionnelles.
☐ payé des taxes additionnelles sous réserve.
☐ ni limité les revendications ni payé des taxes additionnelles.

2. ☐ L'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité d'invention et décide, conformément à la règle 68.1, de ne pas inviter le déposant à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles.

3. L'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que, aux termes des règles 13.1, 13.2 et 13.3,

- ☐ il est satisfait à l'exigence d'unité de l'invention.
☐ il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention, et ce pour les raisons suivantes :

4. En conséquence, les parties suivantes de la demande internationale ont fait l'objet d'un examen préliminaire international lors de la formulation du présent rapport :

- ☒ toutes les parties de la demande.
☐ les parties relatives aux revendications nos .

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- | | | | |
|--|------|----------------|------|
| 1. Déclaration | | | |
| Nouveauté | Oui: | Revendications | 1-10 |
| | Non: | Revendications | |
| Activité inventive | Oui: | Revendications | |
| | Non: | Revendications | 1-10 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: | Revendications | 1-10 |
| | Non: | Revendications | |

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V

Il est fait référence au document suivant:

D1 WO 99/63756 A

Le document D1 décrit la diffusion de fichiers (notamment fichier multimédia tels que films, voir page 3 ligne 17) au cours d'une vidéo conférence (voir page 3 ligne 15) entre un terminal émetteur (cadre 1 de la figure 2) et un ou plusieurs terminaux récepteurs (cadre 2 et "user" dans la partie droite de la figure 2) en empruntant les canaux audio et vidéo ouverts pour cette communication qui sont définis individuellement pour chaque utilisateur (page 4, lignes 7-13). Le respect des paramètres de communication pour chaque utilisateur est assuré par l'utilisation de CODEC dans la matrice de sortie MV2 (voir page 10 lignes 6-13).

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère de D1 en ce que lors de l'établissement de la communication de vidéo conférence il y a un dialogue entre le terminal émetteur et le ou les terminaux récepteurs pour négocier les paramètres de communication.

Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut donc être considérée comme étant l'optimisation des paramètres de communication pour permettre à chaque terminal récepteur de recevoir le son et l'image de façon optimale par rapport à ses propres caractéristiques.

La solution proposée dans la revendication 1 de la présente demande n'est pas considérée comme inventive (article 33(3) PCT) pour les raisons suivantes:
Bien que le document D1 ne décrive pas la façon dont ce fait l'établissement de la communication, l'homme du métier sait que lors de l'établissement d'une connexion (par exemple dans le domaine des modems) l'émetteur et le récepteur négocient les paramètres de communications pour tirer le meilleur parti possible des caractéristiques de l'émetteur, du récepteur et du réseau. Dans le domaine de la vidéo conférence cette négociation porte sur la résolution (pixels), la compression vidéo...

Les revendications dépendantes 2-10 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive.